

# **REVUE DE PRESSE**

## **CULTURE** **Côtes d'Armor**

**MAI-juin 2010**

Dernière m.a.j : 08/06/2010

# Lannion Trégor

## **VENT DE MENACES SUR LA CULTURE**



Café-concert, école de musique... la culture subit de plein fouet la baisse des financements publics. Jeudi, les associations culturelles appellent les professionnels et le public à un rassemblement au Carré Magique, à 18 h 30. *Page 15*

# Cafés-concerts. Chronique d'une mort annoncée ?

**Le conseil général ne subventionnera plus les cinq cafés-concerts costarmoricains. Conséquence directe, deux d'entre eux vont stopper la programmation musicale. Les trois autres vont diminuer leur nombre de dates...**

*Les cafés-concerts touchaient jusqu'ici 15.000 € par an : « Une goutte d'eau dans le budget du département ».*



Juliette, Anaïs, Gilles Servat, Alexis HK ou Pauline Croze : cinq artistes, parmi tant d'autres, passés par les cafés-concerts des Côtes-d'Armor. Leurs cadets pourront-ils eux aussi faire leurs armes dans les bistros ? Rien n'est moins sûr.

## « Nous ne pouvons pas faire autrement »

Il y a un peu plus de deux semaines, les cinq associations costarmoricaines (lire l'encadré) qui organisent des concerts dans des bars ont appris que les subventions versées par le conseil général ne se seront pas reconduites l'an prochain. Motif invoqué par les services départementaux : la Réforme générale des politiques publiques (RGPP) et les transferts de compétences entre l'État et les conseils généraux.

« Ce n'est pas notre choix. Il nous est imposé par le gouvernement », se défend Christian Provost, le vice-président socialiste du conseil général, en

charge de la culture. « Nous sommes en difficulté, donc obligés de faire des coupes dans le budget. On peut considérer que ces cinq cafés conventionnés font partie du service public culturel. Mais ce sont quand même des lieux privés. Au pire, ils ne feront plus de musique mais continueront leur activité de bar. C'est un peu dramatique mais nous ne pouvons pas faire autrement ».

## Pas de bénéfices lors des soirées-concerts

Les conséquences de la décision du conseil général n'ont pas tardé. D'ores et déjà, deux bars (Le Piccadilly et le Toucouleur) ont annoncé qu'ils n'y auraient plus de concerts chez eux l'an prochain. Et les

trois autres vont être obligés de diminuer le nombre de soirées, tout en augmentant les tarifs (jusqu'ici compris entre 3 € et 10 €). « On touche encore aux petits et à ceux qui ont le moins de ressources », déplore Yvette Bellet, du Toucouleur, à Trégastel. « Au cours de ces soirées, aucun d'entre nous ne réalise de bénéfices, si ce n'est celui du plaisir partagé avec le public », embraye Guénaële Rouzic, de l'association Badaboum (organisatrice de concerts au Piccadilly, à Saint-Brieuc).

## 71 concerts 180 artistes employés

« Pourquoi cette inégalité de traitement avec les autres structures ? Ces 15.000 €,

c'est une goutte d'eau dans le budget du conseil général », insiste Yvain Lemattre, du Pixie, à Lannion.

« L'an passé, à nous cinq, nous avons organisé 71 concerts, employé 180 artistes et attiré 4.200 spectateurs. Cela représente trois saisons culturelles dans une salle. Cette décision va engendrer moins de travail pour les artistes. Notamment pour les artistes départementaux qui ont tous écumé nos lieux. Ce qui leur permettait d'avoir suffisamment de dates pour garder leur statut d'intermittents du spectacle ». Pour le Lannionnais, désormais, une question se pose : « Est-ce que le conseil général souhaite une politique culturelle qui ne soit qu'un outil de communication du département ? Ou bien désire-t-il promouvoir une programmation avec des prises de risques, dans des lieux de proximité et de convivialité, tout au long de l'année ? ».

**Julien Vaillant**

## Cinq associations et cinq bars conventionnés

Les cinq associations conventionnées par le conseil général pour organiser des concerts dans des bars sont : Asso Trégor, au Pixie, à Lannion ; Liv an noz, au Toucouleur, à Trégastel ; Dans la gueule du loup, au Kerganer, à Lanfou ; Les coquins d'accord, au Chaland qui passe, à Binic ; Badaboum 1, au Piccadilly, à Saint-Brieuc.

## Côtes-d’Armor

**Le conseil général gèle les subventions des cafés-concerts**

Page 8

**À Pludual, les choucas jouent avec les nerfs des riverains**

Page 6

### Les cafés-concerts ne veulent pas trinquer

Les petits lieux de diffusion sont inquiets. Les subventions du conseil général sont supprimées cette année.



Ici, devant le Piccadilly, à Saint-Brieuc, de gauche à droite, Guenaëlle Rouzic (Badaboum), René Lorre (les Coquins d'accord), David Le Flochmoine (Badaboum) ; Jean-François Moreau (Dans la gueule du loup), Yvette Bellet, (Liv an Noz, le Toucouleur) ; Yvain Lemattre et Julien Geffroy, du Pixie.

Pauline Croze, Loïc Lantoine, Alexis HK, Pierrick Pédron, Michel Aumont, Marlu, Soïg Sibérial... pour ne citer qu'eux, ont été programmés dans les cinq cafés-concerts du département (1). Si d'autres lieux de diffusion ont vu baisser les subventions du conseil général, les leurs ont carrément été supprimées (15 000 € pour les cinq lieux).

Une décision qui remet en cause leur programmation future : diminution pour certains, suppression pour d'autres, comme au pub le Piccadilly. « Face aux difficultés que rencontre le conseil général, nous nous attendions à une baisse, certes, mais pas à une suppression ! », déplore Guenaëlle Rouzic, de l'association Badaboum, programmatrice des concerts.

Si ces structures trinquent, le public également car elles offrent de belles découvertes artistiques à des tarifs mesurés. « Les artistes vont aussi en payer les frais. Ils ont besoin de ces lieux pour assurer leur statut d'intermittent », ajoute Yvette Bellet, du Toucouleur, à Trégastel.

Yvain Lemattre, du Pixie à Lannion, souligne qu'il est hors de question

« que la variable d'ajustement soit les cachets des artistes ». Et de mettre l'accent sur ce que représente l'enveloppe globale allouée aux cinq cafés-concerts : « 71 concerts programmés, 180 personnes (artistes, techniciens) salariées, 2 200 heures de travail, 4 200 spectateurs. »

Christian Provost, vice-président en charge de la culture pour le conseil général, répond : « Il ne s'agit pas d'une suppression, mais d'un gel pour cette année. Il a fallu faire des choix. Nous avons estimé que ces lieux étaient du domaine privé. Même si au bout du compte, malheureusement, ce sont les artistes sur qui cela va retomber. » Une réunion est d'ailleurs organisée par le conseil général avec tous les acteurs culturels.

Véronique CONSTANCE

(1) Lieux possédant la licence entrepreneur de spectacles : Le Piccadilly, Saint-Brieuc ; le Pixie, Lannion ; le Kerganer, Lanloup ; le Chaland qui passe, Binic ; le Toucouleur, Trégastel.

# Spectacle vivant. Menacé d'asphyxie financière

L'heure n'était pas au spectacle mais à la mobilisation, jeudi soir au Carré Magique. Une centaine d'acteurs culturels ont manifesté leur colère, face à la douloureuse saignée opérée dans les subventions octroyées par le conseil général.

*Une centaine d'acteurs culturels ont fait le déplacement, jeudi au Carré Magique.*



De 20 à 40 % en moins selon les scènes. C'est l'ampleur des coupes sombres, énormes, annoncées aux structures culturelles subventionnées par le Département. Les collectivités locales sont à l'étroit dans leur budget. Et la culture est la première à en faire les frais.

Jeudi soir, on mesurait l'inquiétude au nombre et à la diversité des participants, lors du rassemblement organisé à l'étage du Carré Magique. Une centaine d'acteurs culturels ont fait le déplacement: représentants de grandes scènes et de toutes petites salles, artistes intermittents du spectacle, école de musique... Tous sont concernés.

**Philippe Le Gal, directeur du Carré Magique:** « Toute l'Europe enviait notre modèle

le culturel, et voilà qu'il s'écroule. Sarkozy dit qu'il faut enseigner l'histoire de l'art à l'école, initier les enfants aux activités artistiques dès le plus jeune âge. Mais les actes contredisent ce beau discours. »

« Cette année, le Carré Magique va perdre 22 % de sa subvention départementale soit 40.000 €. Et l'on risque de subir de plein fouet la réforme des collectivités territoriales. On ne peut pas couper les vivres des lieux où les artistes se produisent sans impacter les artistes eux-mêmes. J'ai bien peur qu'il ne s'agisse pas d'un accident de l'histoire, mais du point de départ d'un durcissement durable. »

**Yvette Bellet, café-concert le Toucouleur à Trégastel:** « Nous étions cinq salles dans le

département à nous partager 16.000 € du conseil général. Des petites scènes dont les artistes ont besoin, pour se faire connaître, de se produire, de répéter et pour certains, simplement d'assurer les dates qui leur garantissent le maintien de leur statut d'intermittent du spectacle. Les aides qui nous permettaient de payer les cotisations sociales des musiciens. On apprend en avril qu'il nous faudra faire sans les 4.500 € de subventions escomptés. Or, notre programmation - 80 concerts - est déjà établie. Que fait-on ? On déprogramme les artistes ? On ferme comme l'annonce déjà une collègue de Saint-Brieuc ? »

**Jean-Luc Thomas, musicien:** « L'État a commencé par s'atta-

quer au statut d'intermittent qui était pourtant un modèle de flexibilité. Il continue de nous couper l'oxygène, jusqu'à l'asphyxie. »

**Patrick Le Houx, directeur de l'École de musique du Trégor:** « On perd 50 % de nos subventions. Cela remet en question 25 années de travail pour permettre aux enfants de n'importe quelle famille, quels que soient ses revenus, de suivre une scolarité musicale. Peut-on imaginer de voir disparaître les événements qui font la vie trégorroise - fêtes vocales, opéra des enfants au Carré magique etc. - pour ne laisser plus fonctionner que les cours ? »

Propos recueillis par Valérie Cudennec-Riou

## « La culture en a assez d’être attaquée ! »

Le milieu culturel costarmoricain est inquiet. A Saint-Brieuc et Lannion, mobilisation autour des acteurs artistiques du département.

Inquiétude, incompréhension, questionnement, émotion, colère... Réuni hier à Saint-Brieuc et Lannion, dans le cadre de la journée nationale, le milieu culturel costarmoricain n’a pas échappé aux conséquences du désengagement de l’État et à l’étirement financier du conseil général. Ce dernier a dû revoir à la baisse le budget culture de 10 %. Principalement touchés : les lieux de diffusion, les écoles d’enseignement artistique... Autour d’Alex Broutard, directeur de la Passerelle, et Philippe Le Gall, directeur du Carré magique, étaient réunis artistes, metteurs en scène, etc.

### Ils ont dit

**Alex Broutard, directeur de la Passerelle :** « La culture en a assez des attaques qu’elle subit ! Conséquence pour nous Scène nationale : moins 30 % de subventions de la part du conseil général. Une décision en cours d’exercice qui nous a obligés à annuler la soirée Priz’Unique du 12 juin. Je demande aux conseillers généraux de la commission culturelle de reconsidérer leur position ! »

**Philippe Le Gall, directeur du Carré magique, à Lannion :** « Il faut sauver cet éco-système qu’est la culture ! Le gouvernement ajoute une crise des valeurs, de l’imaginaire de l’art à la crise économique. C’est terrifiant ! Je lance un appel au Département : quand on parle de budget de résistance, derrière ces mots il doit y avoir des actes... Une culture malmenée



De gauche à droite, Philippe Le Gall, directeur du Carré magique, à Lannion ; Didier Guyon, compagnie Fiat Lux ; Alex Broutard, directeur de la Passerelle ; Denez Prigent, artiste associé de la Passerelle ; Roland Fichet, compagnie la Folle Pensée ; Meriem Menant, artiste associée ; Jean-Michel Boinet, directeur artistique du festival Art Rock, et la chanteuse Yelle, étaient réunis à la Passerelle hier matin.

ce sont des emplois qui tombent. »

**Meriem Menant, artiste associée à la Passerelle :** « Le soutien de la Passerelle est très précieux pour moi. Des spectacles à 70 €, des théâtres transformés en garages de stars, une télévision qui transmet une espèce de pensée unique... Une société sans culture, ça ne me fait pas rêver ! En touchant à la culture, on touche aux artistes, mais avant tout au spectateur ! »

**Roland Fichet, théâtre de la Folle Pensée :** « La politique de l’État perdue de plein fouet les politiques territoriales. En trente ans, il s’est créé un tissu artistique puissant, inventif. Est-ce que tout cela est en train de disparaître ? Rupture ou accident ? C’est la première fois que le Département revoit des subventions à la baisse. Mais je ne suis pas le plus à plaindre. »

**Didier Guyon, Fiat Lux :** « Je

soutiens la Passerelle et le Carré magique, lieux culturels indispensables. La politique menée par l’État est brutale, froide, sans concertation... Jusque-là, le conseil général était un partenaire, c’est curieux pour nous de le voir augmenter nos difficultés en baissant ses subventions. Pour la prochaine création, je vais devoir revoir le nombre d’artistes à la baisse. »

**Véronique CONSTANCE.**

### La culture en danger mobilise les Trégorrois



Philippe Le Gall a expliqué les raisons de la mobilisation, avant d’offrir un verre à ses invités.

« Pour l’apéro géant détourné, on a la palme de l’originalité. » Philippe Le Gall, le directeur du Carré magique, ne pensait pourtant pas recevoir autant d’invités dans son bar, hier soir. La mobilisation locale pour la « culture en danger » a réuni une centaine de citoyens inquiets de la chute drastique des subventions culturelles, notamment dans le département (lire notre édition de mardi).

« Est-ce un accident de l’histoire

ou un point de départ ? » interroge Philippe Le Gall. « Les années à venir risquent d’être difficiles si l’on ne souligne pas les grands dangers qui menacent nos professions », répond l’acteur Julien Simon.

À ses côtés hier, on croisait des artistes, élus, acteurs du monde associatif, culturel mais aussi de simples auditeurs et spectateurs « qui n’ont jamais été aussi nombreux à fréquenter les théâtres ».

# Les acteurs culturels très inquiets de la baisse des subventions

**U**ne baisse de 40 000 euros pour le budget du Carré Magique. 50% de subventions en moins pour l'école de musique du Trégor. Pas d'aide pour les expositions des artistes extérieurs au département à l'Imagerie. Un refus total de subventions pour les cafés cabarets : le Pixie, le Toucouleur. Voilà le constat des structures culturelles après le vote du budget du département. Un constat amer qui va conduire à une séance d'explication ce jeudi au Carré Magique.

**«La culture ce n'est pas que les Vieilles Charrues»**

« On s'oriente vers une politique qui va privilégier les temps forts, les festivals. Mais la culture ce n'est pas que les Vieilles Charrues » tonne Philippe Le Gal, le directeur du théâtre conventionné de Lannion. La culture souffre et va encore plus souffrir dans les



Les acteurs trégorrois de la culture très inquiets de la baisse très importante des subventions du conseil général et de l'Etat.

mois des réductions drastiques des départements pour boucler leur budget. « Et l'Etat avance perfidement puisque ce sont les conseils généraux qui sont obligés de couper dans leurs budgets car l'Etat n'a pas compensé la dette so-

ciale à laquelle les départements doivent faire face. C'est ce qui est engagé au plus haut niveau avec l'état qui rejaiilli sur les départements d'où une diminution de 15 % dans le financement de la culture ». Depuis le 12 avril, les

structures aidées et soutenues ont appris le montant de leurs subventions pour l'année à venir. C'est la chute libre alors que des programmations sont déjà engagées. « Bien sûr la compétence culturelle est conservée pour les départements et les régions mais le financement n'est pas établi. On est dans un scénario catastrophe. » « Un budget équivalent à deux ronds points »

Réunies mardi au Carré Magique, les structures culturelles trégorroises expliqueront au grand public ce jeudi l'état des lieux. « Pour l'école de musique cela représente 15 % en moins sur son budget global. Il faudra sans doute fermer des activités et licencier. On ne sait pas comment faire pour la rentrée » souligne Patrick Le Houx, le directeur. L'aide à la programmation pour les cafés-concerts passe de 4500 euros à l'année à rien du tout. « On ne

pourra plus aider les artistes en devenir, si nous disparaissions que vont devenir les artistes ? » regrette Yvette Bellet du Toucouleur à Trégastel. A l'Imagerie, il faudra compter avec 5 % en moins sur le budget de fonctionnement. Artistes, responsables de structures seront réunis ce jeudi pour évoquer le sujet au Carré Magique : « Il faut que le conseil général revienne sur sa position. Il était exemplaire dans le domaine et on va se retrouver avec la région qui baisse le plus » insiste Philippe Le Gal, « d'autant que les sommes en jeu ne sont pas considérables. C'est l'équivalent de deux ronds points. »

C.G.

## RENCONTRE

Au Carré Magique à Lannion à 18 h 30, jeudi 6.

# LA CULTURE SE RÉVOLTE

Le Télégramme

VENDREDI 7 MAI 2010



Le monde culturel monte au front. Face à la baisse importante des subventions accordées par le conseil général, professionnels du spectacle, associations et artistes se sentent en danger. Selon eux, il est temps de se mobiliser pour sauver la culture. Page 13

# Subventions. La culture veut sauver sa peau

**800.000 € en moins pour la culture ! La nouvelle donne des subventions du conseil général ne passe pas. Hier, le monde artistique s'est mobilisé à La Passerelle. Salles de spectacles, artistes et associations se sentent clairement en danger.**

*Hier, La Passerelle avait des accents militants. La défense de la culture était dans tous les esprits.*



« C'est une attaque sans précédent que l'on nous porte. Aujourd'hui, la culture en a plus qu'assez. Personnellement, je suis en colère ». Alex Broutard est remonté. Le directeur de La Passerelle ne digère pas la baisse des subventions accordées aux structures œuvrant dans le domaine culturel par le conseil général.

« Le département est étranglé par la réforme des collectivités territoriales par l'État. Et, l'art et la culture servent une nouvelle fois de variable d'ajustement. Nous sommes sous-financés », s'agace-t-il.

**« On ne pèse pas plus qu'un rond-point »**

« Au total, les subventions à la culture vont baisser de 800.000 € dans le département. C'est le prix d'un rond-point. On ne pèse pas plus qu'un petit ruban de bitume sans les fleurs », appuie Philippe Le Gal, le directeur du Carré Magique. Pour le responsable de la salle de spectacle lannionnais, « le gouvernement ajoute une crise de l'art à la crise économique. C'est terrifiant ».

Alex Broutard confirme. « Nous sommes un dégât collatéral de la politique de l'État. Et inévitable-

**« Il faut que l'État prenne conscience que la culture n'est pas une activité comme une autre. »**

Alex Broutard, directeur de La Passerelle.

ment, cela a des conséquences graves pour les artistes, les compagnies et les lieux de diffusion de la culture ».

Le directeur de La Passerelle prend un exemple qu'il connaît bien. Celui de la scène nationale qu'il dirige. « La Passerelle, c'est 17 emplois et 3.000 h de travail par an. C'est l'équivalent d'un gros concessionnaire auto sur la ville ! Et encore, il y a 20 ans, ils étaient 40 ici. Aujourd'hui, nous sommes au taquet. Nous ne pouvons pas baisser les effectifs ». Et pourtant, il va falloir revoir quelques ambitions à la baisse. Contraint et forcé. La Passerelle

a vu sa subvention du conseil général baisser de 60.000 €. Soit 30% de moins. Les conséquences vont être visibles très rapidement. La salle de spectacle a commencé par annuler sa soirée Priz'unique du 12 juin. La réflexion du foyer du théâtre est également décommandée.

**Des emplois menacés**

Face à cette baisse (de 3 à 100% selon les structures), ce sont aussi les prix des spectacles qui risquent de grimper et des emplois qui sont menacés. « Derrière les salles de spectacles, il y a des gens. Des salariés,

des artistes, des metteurs en scène, des associations. Ce n'est pas rien. Aujourd'hui, nous demandons des actes. Nous demandons à la commission culturelle du conseil général de reconsidérer sa position », insiste Alex Broutard.

Hier, artistes (lire ci-dessous), associations et salariés se sont retrouvés à La Passerelle pour échanger sur le problème. Avec tout un même leitmotiv. « Nous devons nous mobiliser pour défendre cette culture qui est de plus en plus en danger ».

Dominique Morvan

## > En bref

### CGT DU SPECTACLE : « N'OUBLIONS PAS LES SALARIÉS DES MUSÉES, DES BIBLIOTHÈQUES... »

Les représentants de la CGT du spectacle étaient aussi mobilisés hier. Lors d'une assemblée générale des professionnels et de la réunion publique du soir, ils ont insisté sur le fait que le problème ne concernait pas que les artistes et les salles de spectacle. « N'oublions pas les salariés des musées, des bibliothèques, des MJC ou des écoles de musique », indiquait Pol Huellou.

### ART ROCK : PAS TOUCHÉ MAIS CONCERNÉ

Le festival Art Rock n'a, lui, pas subi de baisse de la subvention accordée par le conseil général mais se sent concerné. Hier matin, Jean-Michel Boinet était ainsi à La Passerelle pour exprimer sa solidarité. « La situation est extrêmement préoccupante. Art Rock est épargné pour l'instant mais pas totalement. On constate tout de même une baisse de l'aide octroyée par la Direction régionale des affaires culturelles (Drac). En 2000, elle était de 54.000 € pour un budget de 700.000 €, l'an dernier elle était de 30.000 € alors que le budget du festival est de 1,6 M€. C'est inquiétant car notre mission à tous est d'apporter un petit peu d'air aux gens », a-t-il souligné.

### LE SYMBOLE DES CAFÉS-CONCERTS

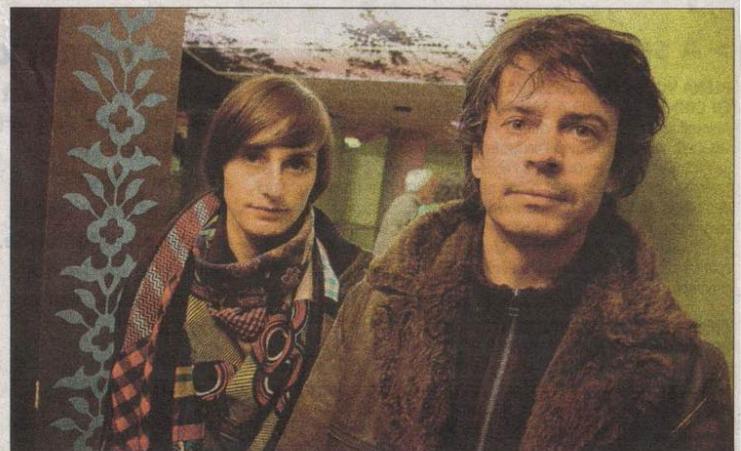
Les baisses de subventions (de 3 à 100% selon les structures) frappent fortement les associations de cafés-concerts. Plusieurs d'entre elles ont perdu 100% de leur subvention et leur existence est purement et simplement remise en cause. « Le café-concert, c'est symbolique. C'est souvent là que débudent les artistes. Ces structures sont capitales pour eux. Là, c'est tout un pan de la culture qui s'écroule », affirme Philippe Le Gal, le directeur du Carré Magique à Lannion.

### UNE ÉTUDE SUR L'OFFRE CULTURELLE DANS LE PAYS DE SAINT-BRIEUC

Hasard du calendrier, ce mouvement du monde artistique intervient au moment où une étude vient d'être réalisée par le conseil de développement sur l'offre culturelle dans le pays de Saint-Brieuc. La restitution de cette étude, sous-titrée « Comment accroître l'attractivité et l'identité du territoire ? », aura lieu mardi 18 mai, de 18 h 30 et 20 h 30, au centre culturel Quai des Rêves, à Lamballe. Renseignements et inscriptions (avant le 14 mai) au 02.96.58.08.08 ou par mail à accueil@pays-de-saintbrieuc.org

## Yelle, Denez Prigent... des artistes mobilisés

**« En nous coupant les vivres, on s'attaque aussi aux artistes », affirment les salles de spectacle. Plusieurs artistes montent justement au créneau. C'est le cas de Yelle, Denez Prigent...**



Yelle et Denez Prigent font partie des nombreux artistes actuellement mobilisés contre la baisse des moyens octroyés à la culture.

**Yelle, chanteuse :** « En Turquie, j'ai joué dans un festival sponsorisé par une marque de bière avec des banderoles partout sur la scène. Je ne suis pas contre le mécénat mais nous avons un pays avec une tradition culturelle. Ce serait dommage de l'oublier ou de la voir disparaître un jour. J'aimerais aussi avoir l'avis des spectateurs. Je ne suis pas certaine qu'ils sont très au courant de ce qui se passe aujourd'hui, ni de la manière dont fonctionne la culture. »

**Denez Prigent, chanteur :** « J'ai toujours été bien accueilli à La Passerelle. J'ai trouvé ici du professionnalisme et de la convivialité. Je pense que perdre cela serait dur. Aujourd'hui, les artistes sont déjà touchés par le manque de moyens. Je pense que le risque d'une culture financée par des sponsors, c'est de ne plus être un artiste mais un animateur avec une banderole sur la tête. Et je n'ai pas envie d'être un animateur. On constate une dérive. Aujourd'hui, tout doit être ren-

table et, du coup, on en revient à l'époque des saltimbanques. Cela confirme que quelque chose est en train de disparaître... et nous avec. »

**Roland Fichet, auteur et metteur en scène :** « Un tissu artistique très puissant s'est créé en Bretagne depuis trente ans. La question que je me pose, c'est de savoir si ce qui se passe aujourd'hui est un simple accident ou une rupture. Va-t-on vers une destruction massive de la culture ? Aujourd'hui,

beaucoup d'artistes disparaissent et c'est totalement invisible. J'ose espérer que ce que l'on vit n'est pas une politique volontaire ou la philosophie du moment. Toujours est-il que dans la politique libérale sarkozienne, nous n'existons pas. Dans leur vision du monde, nous sommes totalement secondaires. À nous de nous mobiliser pour imposer une réflexion en commun et relancer la machine. »

D. M.

# Culture. Des spectacles menacés d'extinction

**Faute de subventions, les associations culturelles craignent de mettre la clé sous la porte. Une mobilisation aura lieu jeudi, à 18 h 30, au Carré Magique.**



*Les associations culturelles demandent au conseil général de revenir sur « leur budget de contraintes et de résistance ».*

Avec 631 élèves, l'École de musique du Trégor voit la participation du conseil général baisser de 50%. Un coup de massue qui pose le problème suivant: «Doit-on fermer des activités?». Ce qui sous-entendrait des licenciements ou une réorganisation. L'année 2010-2011 est donc en suspend. Pour le café Toucouleur, de Trégastel, les 4.500 € de subventions pour 80 concerts par an sont désormais gelées. Après vingt ans d'activités, les gérants font appel aux

dons, à la solidarité du public. Au Pixie, c'est 6.000 € qui s'en vont. Soit une programmation et une offre culturelle en déperdition. Une question taraude tous ces professionnels de la culture: comment envisager la saison prochaine? Avec ces pertes de subventions en cascade dues à des restrictions budgétaires, les bars comme les centres culturels ont peur du devenir de la culture et de devoir recourir uniquement à des artistes locaux. Au ris-

que de voir fuir le public.

## La culture en danger

Le mot avait déjà été donné le 29 mars. Lors de cette journée nationale d'actions, les professionnels s'étaient rassemblés afin de défendre l'art et la culture. Plus d'un mois après ce cri d'alarme lancé au gouvernement, les voix peinent à se faire entendre. Le 12 avril, les associations culturelles apprennent que leurs subventions vont être sacrément réduites,

et, pour certaines, carrément supprimées. De quoi jeter de l'huile sur le feu.

Face à cette situation de crise que connaît le monde de la culture, les représentations syndicales ont décidé de frapper à nouveau du poing sur la table. Jeudi, toutes les associations costarmoricales se rassembleront au Carré Magique, à 18 h 30. Dans cet élan de solidarité, chacune appelle les artistes, les personnels de tous les secteurs culturels comme le public et les citoyens à manifester leur mécontentement.

## Crise du financement public

Avec la réforme des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle, les départements comme les régions resserrent leur budget. Dans les Côtes-d'Armor, les diminutions de subventions atteignent 15% du budget global. De Lannion, à Saint-Brieuc, c'est clair, «il y a une véritable crise du financement public de la culture. Or, les saisons, qui s'étendent d'octobre à juin, sont toutes engagées. Nous sommes dans un écosystème où tout le monde est touché. Les scènes conventionnées comme les autres. On va vers de la consommation unique de la culture. Si on a la compétence sans l'argent, c'est fini», s'indigne Philippe Le Gal, le directeur de la programmation du Carré Magique.

Jessica Périsset

## La culture mal dans sa peau de chagrin financière

Les subventions du Département ont baissé d'environ 15 %. Certaines structures ne s'en relèveront peut-être pas. Les salles, les cafés-concerts et l'école de musique alertent le public.

### « French paradox » culturel

Les structures culturelles n'ont pas à se plaindre de la fréquentation : les spectateurs sont au rendez-vous et n'ont peut-être même jamais été aussi nombreux », souligne Philippe Le Gal, directeur du Carré magique. Par ces temps de crise, le public se serait donc réfugié dans la culture pour oublier ses maux, le temps d'une récré artistique. Seulement voilà... C'était sans compter sur une autre crise. Celle du financement public de la culture. Et le contrecoup risque d'être rude et de sonner la fin de la récré.

### Rideau sur de nombreuses subventions

L'État tire à boulets rouges sur le champ de la culture. Insidieusement, car il n'est pas à l'avant-scène », poursuit Philippe Le Gal. Sa réforme des collectivités territoriales réduit les marges de manoeuvre du conseil général en le focalisant sur le volet social... au détriment de la culture et du sport. Le budget culturel a donc été resserré, et les subventions votées en avril ont diminué en moyenne de 15 %, alors même que les saisons culturelles sont engagées.

### Les cafés-concerts trinquent

Ce sont proportionnellement les plus touchés, puisque leurs subventions ont complètement disparu. Dans la bataille, le Pixie perd, par exemple, 4 500 € d'aide à la programmation et 1 500 € d'aide à l'équipement. Le Toucouleur, à Trégastel, devra lui aussi se passer de 4 500 €. « Au Pixie, cela veut dire que la programmation de concerts va se réduire drastiquement », annonce Julien, animateur. Yvette, du Toucouleur (80 concerts/



Carré magique, école de musique du Trégor, imagerie, cafés-concerts... tous craignent pour leur avenir vu les baisses de subventions. Ils mobilisent le public, jeudi 6 mai, à 18 h 30, au Carré.

an), s'inquiète elle aussi pour « tous ces petits lieux et ces petits artistes aux grands talents qui galèrent avec le statut d'intermittents et ont besoin de contrats ». L'association qui organise le festival jazz de Lanloup ne sait pas non plus à quelle sauce elle va être mangée : « Les subventions pour les concerts sont supprimées, et celle pour le festival réduite de 50 %. On risque de ne plus exister. »

### Les grosses structures en alerte

L'école de musique du Trégor (631 élèves) a vu son aide se réduire de moitié, « ce qui représente 15 % de

notre budget total. Va-t-on fermer des activités ? Licencier du personnel ? On ne sait pas quoi faire », témoigne son directeur Patrick Lehoux. L'imagerie perd pour sa part 1 800 € pour les expos et 1 000 € (5 %) en fonctionnement. Enfin, le Carré magique n'aura plus 180 000 € du Département mais 140 000 € (sur un total d'1,2 million). « Ça veut dire que notre budget aura un déficit de 40 000 € et qu'on risque d'aller vers une procédure d'alerte en 2011... »

### Mouvement de protestation, jeudi

Suivant la journée nationale d'action

pour « la culture en danger », les structures culturelles et des artistes trégorrois se réuniront le jeudi 6 mai, à 18 h 30, au Carré magique. Ils aimeraient que le Département revienne en arrière sur ces financements qui, finalement, « représentent l'équivalent d'un ou deux ronds-points ». Ils expliqueront aussi au public qu'il verra peut-être des spectacles moins diversifiés à l'avenir, qu'il aura moins de choix pour pratiquer un art, même en amateur. Et qu'il restera toujours TF 1...

Sylvie RIBOT.

## Financement des cafés-concerts. Une pétition mise en ligne

Le Pixie et l'association Trégor Jeunes-Foyer des jeunes travailleurs de Lannion invitent à signer la pétition en ligne lancée pour protester contre la baisse des subventions culturelles qui affectent à 100% les petits cafés-concerts. Deux des cinq établissements costarmoricains subitement privés de financement par le conseil général sont trégorrois. Il s'agit du Toucouleur, à Trégastel, et du Pixie à Lannion. La programmation de spectacles est directement menacée.

Outre la pétition, il est demandé aux défenseurs des cafés-concerts d'envoyer des messages de soutien qui seront transmis aux institutions concernées et « de faire du ramdam » autour des difficultés rencontrées par ces établissements. Par ailleurs, le Carré Magique appelle aussi à signer cette pétition.

### > Pratique

URL de la pétition : <http://www.lapetition.be/petition.php?petid=7332>

## Après un apéro, une pétition pour sauver la culture

Après l'apéro géant pour sauver la culture, un collectif lance une pétition dans le même esprit. « En 2010, l'État engage une réforme des collectivités territoriales. Les départements sont en première ligne et leurs budgets trinquent. Le département des Côtes-d'Armor a voté en mars dernier un budget culturel en baisse de 15 %. Tous les acteurs (ou presque) ont été touchés. Des cafés concerts aux écoles de musiques, des galeries d'art aux salles de spectacles... C'est toute une politique initiée il y a plus de vingt ans

qui est remise en cause... » À partir de ce constat, le collectif « demande aujourd'hui aux élus du conseil général des Côtes-d'Armor de revenir, lors des prochaines sessions budgétaires, sur cette réduction du financement de la culture. Tel est le sens de cette pétition que vous pouvez signer en ligne ou dans sa version manuscrite que vous trouverez dans les cafés concerts, écoles de musiques, salles, festivals ».

En ligne : [http://lapetition.be/sign\\_petition.php?petid=7332](http://lapetition.be/sign_petition.php?petid=7332)

## Cri de l'Ormeau – Juin 2010

### **Culture malmenée, esprits en danger ! (1er juin 2010)**

La révision générale des politiques publiques ainsi que la réforme des collectivités territoriales en cours mettent définitivement la culture en danger. L'Etat se désengage. Les collectivités territoriales sont mises à mal par la politique du gouvernement : suppression de la taxe professionnelle, transfert de compétences sans compensation budgétaire, bientôt une dépossession de leur compétence culturelle...

Quelle erreur au sommet de l'Etat, mais peut-être n'est-ce pas une erreur ! Et cette réduction de moyens conduit par effet domino à des choix de politique locale... pas compris par tout le monde ! L'émotion peut induire des troubles du comportement.

Le Conseil Général des Côtes d'Armor a réduit son budget culture de 800 000 euros (soit 10%). Cette baisse a été répercutée sur les lieux de diffusion (salles + cafés-concerts) ainsi que sur les lieux d'enseignement artistique. Si l'enveloppe globale dédiée aux artistes et compagnies a été maintenue, ceux-ci subiront de toutes façons les conséquences d'une programmation allégée par les diffuseurs. Et d'autres dommages collatéraux vont suivre. Va-t-on vers une destruction massive de la culture ? La déliquescence de ce secteur, qui a malgré tout un poids économique non négligeable, va engendrer des licenciements de personnels et la disparition de nombreux artistes.

Et quid de la population ? Comme le disait récemment une artiste du département, les lieux de diffusion ne seraient plus alors que des "garages à stars" ? Nous nous dirigeons encore plus vers une société de divertissement, vers une sorte de pensée unique où la capacité de voir le monde autrement n'a plus sa place. Bon, que faire alors ? On pleure et on se couche ? Ou on cherche des solutions ? Et si on faisait appel au financement privé ? Mécénat ? Micro-mécénat ? Micro-production ?

On a récemment vu l'exemple du dernier film du réalisateur costarmoricaïn Nicolas Guilloux financé en partie par 1 200 citoyens micro-producteurs. Internet peut donner des idées aussi ([amacca.centerblog.net](http://amacca.centerblog.net), [babeldoor.com](http://babeldoor.com)..).

Pourquoi ne pas imaginer par exemple une association de soutien aux cafés-concerts des Côtes d'Armor. Je prends cet exemple de "victimes" parce que la suppression de 15 000 malheureux Euros attaque et parfois condamne une action culturelle concernant annuellement 5 lieux et entraînera une baisse de 71 concerts représentant 180 artistes, 2 000 heures de travail, 4 200 spectateurs. Une asso de soutien faisant appel aux micro-mécènes serait facilement reconnue d'intérêt général : tu lui verses 30 Euros, et le fisc (l'Etat donc) t'en rends 20 sous forme de réduction fiscale.

Peur d'aller vers le système américain de financement privé (tax shelter, fund raising) compensant la déficience de l'Etat ? C'est un débat que nous vous invitons à alimenter en nous écrivant à [contact@cridelormeau.com](mailto:contact@cridelormeau.com).

#### **LES ACTIONS :**

**Nouvelle action de mobilisation nationale** prévue le 15 juin prochain. Plus d'info prochainement.

Voir aussi :

[www.fnsac-cqt.com](http://www.fnsac-cqt.com)

#### **Pétitions à signer :**

- Pétition locale : **NON au démantèlement du budget de la culture en Côtes d'Armor**, initiée par les acteurs artistiques et culturels des Côtes d'Armor, enseignants et responsables d'écoles de musique, spectateurs, adhérents, élèves, bénévoles... [Signer la pétition](#)

- Pétition nationale [CGT Spectacle](#)

- Pétition nationale [La culture en danger](#)

## Télégramme – Page Lannion – 04 06 10 p15



**Lannion Trégor**

# LA MUSIQUE EN MAL DE MOYENS

L'école de musique du Trégor prend de plein fouet la décision du conseil général de réduire ses subventions à la culture. Avec 90.000 € en moins dans le budget, les professeurs s'inquiètent pour leur emploi. « On cherche des solutions. La dernière serait de supprimer des emplois », assure Jean-Paul Le Touzé, président du syndicat intercommunal qui gère l'école. Page 16

## Finances. L'École de musique dans l'attente

Lorsque le conseil général descend sa subvention de plusieurs octaves, l'École de musique ne sait plus sur quel pied danser. Avec 90.000 € en moins, les professeurs s'inquiètent pour leurs emplois. Et les élus peinent à les rassurer.

Les professeurs de l'école de musique, entourés de quelques élèves et sympathisants, étaient réunis pour un pique-nique, hier midi dans la cour de l'hôtel de Tonquédec, siège de l'École de musique.



Le ciel est bleu en ce jeudi midi, alors que les professeurs de l'école de musique font un pique-nique dans la cour de l'hôtel de Tonquédec.

### La subvention baisse de 90.000 €

Mais l'horizon est pourtant loin d'être dégagé pour l'établissement. Il y a quelques semaines, il a appris que le conseil général rognait fortement sa subvention: la somme attendue était de 201.000 €, elle sera à peine supérieure à 120.000 €. Près de 90.000 € en moins dans

le budget, voilà qui est de nature à créer des inquiétudes sur l'emploi parmi les professeurs. Le personnel enseignant représente aujourd'hui 18 postes de titulaires, en majorité des temps complets, et onze postes de contractuels.

« Nous n'avons pas à payer les pots cassés. Il y a sûrement des raisons à ce qui se passe: la crise, le désengagement de l'État, la réforme territoriale. Mais de l'argent, il y en a », proteste Yann Guéguen, porte-parole du collectif des professeurs.

« Nous n'avons pas à payer les pots cassés. »

Yann Guéguen, professeur à l'École de musique

### Préserver les emplois

Jean-Paul Le Touzé, président du syndicat intercommunal qui gère l'école, n'a pas tenu un discours très différent, mercredi, lors de la réunion du comité syndical. « La dernière chose que je voudrais, c'est que les emplois soient menacés. On cherche d'autres solutions. Avant fin juin, nous serons amenés à prendre des décisions ». Le maire Christian Marquet et Denis Mer, conseiller général, ont entrepris des démarches, dans le but que le conseil général revienne sur sa décision. « Le conseil général a largement

contribué à ce que notre école grandisse, par l'investissement dans des professeurs de qualité et la pérennisation de leurs emplois. Cet équilibre se retrouve menacé par le renoncement de l'État à financer les collectivités territoriales », estime Jean-Paul Le Touzé.

### Il y a urgence

Mais il y a urgence, selon les professeurs. « Le 30 juin, c'est tard, si les contractuels doivent se retourner vers autre chose », soulignent les professeurs présents hier midi, entourés de quelques

élèves et sympathisants. L'École de musique du Trégor accueille cette année 631 élèves, dont 535 sont issus des communes membres du syndicat intercommunal: Lannion, Perros-Guirec et Saint-Quay-Perros. Une fréquentation qui dépasse de loin les capacités des locaux actuels. C'est pourquoi le comité syndical a voté, mercredi, un projet d'établissement qui prévoit de porter la surface des locaux de 685 m<sup>2</sup> à 1.640 m<sup>2</sup>. Mais pour l'instant, l'urgence est ailleurs.

Jean-Luc Le Roux

## Lannion en bref

### Pique-nique revendicatif, école de musique du Trégor



Le pique-nique revendicatif de l'EMT, hier.

Hier, dans la cour de l'école de musique du Trégor, avait lieu un pique-nique de protestation contre la baisse des subventions du conseil général. Une trentaine de personnes étaient présentes: salariés de l'EMT, parents et enseignants.

Il manque à l'EMT, 90 000 € pour finir l'année. Cette action s'est faite à la demande de la section CGT et du collectif des professeurs de l'EMT. « Quelles solutions s'offrent au syndicat intercommunal comprenant les communes de Perros, Lannion et Saint-Quay-Perros ? » déclare

Yann Guéguen, intervenant musical.

« Augmenter la participation des communes ? Augmenter les cotisations des usagers ? Supprimer des emplois ? » « Il ne faut pas oublier que onze salariés sur trente qui travaillent à l'EMT sont des contractuels », rajoute Catherine Revilla, pianiste-accompagnatrice à l'EMT. « Plus nous serons nombreux à affirmer la nécessité d'un service public d'enseignement artistique, plus nous garantirons l'avenir de l'EMT au service de la population », conclut Yann Guéguen.

## **TELEVISION**

- **Armor TV** : Journal du 17 mai 2010 :  
<http://www.armortv.fr/emission/actualites,8,2186.html>
- **France 3 Bretagne** : JT Soir Rennes du 05 mai 2010 :  
[http://info.francetelevisions.fr/video-info/index-fr.php?id-video=cafe\\_cafe1\\_HD\\_1900\\_rennes\\_jtregional\\_050510\\_05052010194922\\_F3](http://info.francetelevisions.fr/video-info/index-fr.php?id-video=cafe_cafe1_HD_1900_rennes_jtregional_050510_05052010194922_F3)

## **RADIO**

- **France Bleu Breizh Izel**
- **RCF**

## **WEB**

- **Terr(i)toires**  
<http://www.territoires.info/>